



La Direction a décidé de mettre en place un nouveau barème de frais professionnels :

- *Nouveau mode de calcul par triangulation (défraiement = distance domicile/mission – distance domicile/agence).*
- *Modification du lieu de travail habituel (votre lieu de mission peut devenir votre lieu de travail habituel ➔ 0 frais de déplacement.)*
- *Remboursement sur la base des frais en transport en commun (sauf dérogation du manager)*
- *Augmentation du bornage des déplacements (les très grands déplacements étaient à partir de 200 Kms, ils seront maintenant à partir de 276kms).*

Ce barème a pour conséquence une baisse importante des frais de déplacement pour les salariés. Cette perte va de 300€ à 1000€, le temps est rallongé de 45 minutes à 1heure (puisque les transports en commun sont imposés).

Ceci est inacceptable ! Nous appelons tous les salariés PRODUIT à un DEBRAYAGE (devant le GERSHWIN)

***Le VENDREDI 14 FEVRIER*
*de 11h à 12h***

*et ceux qui souhaitent s'y joindre, chez les clients et dans les agences pour dire **NON À CE BAREME**, nous sommes tous concernés par ce dernier, à l'agence aujourd'hui, mais demain en mission.*

Nous demandons à la Direction l'arrêt de ce projet et l'ouverture de négociations pour un projet de barème qui permette aux salariés un réel défraiement (article 50 de la convention collective SYNTEC).

Informez votre responsable de votre absence et envoyez lui-ce tract pour motif de débrayage

.../...

Beaucoup de salariés ont eu leur salaire d'embauche minimisé à cause des ces frais (vendus comme du salaire), certains n'ont pas eu d'augmentation car ils avaient ces frais.

Beaucoup de salariés sont désabusés, démotivés.

Lors des réunions avec la Direction, les IRP l'ont informé de la volonté de salariés de quitter la société. La réponse a été « tant mieux pour eux s'ils trouvent mieux ailleurs ».

La direction a refusé de rencontrer les salariés pour leur présenter ce nouveau barème, de quoi a-t-elle peur ?

Certes la situation économique reste tendue avec un résultat net de PRODUIT en 2012 de 4M€ grâce au Crédit Impôt Recherche (sans celui-ci le bilan serait négatif de 5.4M€), des baisses successives du TJM (-5%) et de la marge nette (-31%).

Mais en 2012 PRODUIT a reversé à AKKA TECHNOLOGIE 6.5M€ de dividendes (réserves et dividendes actionnaires), alors qu'elle a dû emprunter à AKKA TECHNOLOGIE pour pouvoir verser ces dividendes !!!

En 2012, toujours pas d'augmentation générale, « ce n'est pas dans la culture d'AKKA », 48% des salariés n'ont pas eu d'augmentation, 17.4% ont eu une augmentation inférieure au coût de la vie (2.2%), les seuls à avoir eu plus de 10% sont les managers.

La Direction nous demande aujourd'hui de jouer collectif, mais qu'a-t-elle fait avant 2008, et en 2010 et 2011, quand les marges et les bénéfices étaient au beau fixe ? A-t-elle joué collectif ? Non elle a exclu les salariés qui sont pourtant les créateurs de ces richesses.

Le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de se dégrader, ils en ont assez « d'être la part variable d'ajustement ».

Cette situation doit cesser !

<http://cgt.akka.is.online.fr> cgt.akka.is@online.fr